

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Jeudi, 4 juillet 1935.

N^o 43.

Donnerstag, 4. Juli 1935.

Loi du 29 juin 1935, relative à la protection morale de l'enfance.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 5 juin 1935 et celle du Conseil d'Etat du 18 juin de la même année, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. Le Code pénal est complété par un art. 385bis qui aura la teneur suivante :

* Art. 385bis. — Sera puni d'une amende de 51 fr. à 1.000 fr. quiconque vend ou distribue à des enfants de moins de 16 ans des écrits, images, figures ou objets indécents de nature à troubler leur imagination.

Sera puni de la même peine quiconque expose publiquement dans le voisinage d'un établissement d'instruction ou d'éducation fréquenté par des enfants de moins de 16 ans des écrits, images, figures ou objets indécents de nature à troubler leur imagination.

La confiscation des écrits, figures ou objets indécents exposés, mis en vente ou en distribution sera toujours prononcée en cas de condamnation, même si la propriété n'en appartient pas au condamné

Gesetz vom 29. Juni 1935, betreffend den moralischen Schutz der Kinder.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 5. Juni 1935, sowie derjenigen des Staatsrates vom 18. Juni desselben Jahres, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Saben beschlossen und beschließen :

Einziges Artikel. Das Strafgesetzbuch wird durch einen Art. 385bis folgenden Inhaltes ergänzt :

„Art. 385bis. — Wer an Kinder unter 16 Jahren unanständige Schriften, Bilder, Figuren oder Gegenstände, die geeignet sind ihre Phantasie zu verwirren, verkauft oder verbreitet, wird mit einer Geldstrafe von 51 bis 1.000 Fr. bestraft.

Mit derselben Strafe wird belegt jeder, der in der Nachbarschaft einer von Kindern unter 16 Jahren besuchten Unterrichts- oder Erziehungsanstalt unanständige Schriften, Bilder, Figuren oder Gegenstände, die geeignet sind ihre Phantasie zu verwirren, öffentlich ausstellt.

Die Beschlagnahme der ausgestellten, zum Verkauf oder zur Verteilung gebrachten unanständigen Schriften, Figuren oder Gegenstände wird im Falle der Bestrafung immer ausgesprochen, selbst wenn der

ou si la condamnation est prononcée par le juge de police par l'admission de circonstances atténuantes.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit publiée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 29 juin 1935.

Charlotte.

*Le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,
Norb. Dumont.*

Arrêté grand-ducal du 26 juin 1935 complétant l'art. 2 de l'arrêté grand-ducal du 8 avril 1935 concernant la taxe d'importation.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Revu Notre arrêté du 8 avril 1935 concernant la taxe d'importation prévue par la loi du 21 juillet 1922 ;

Vu la loi du 10 mai 1935 concernant la compétence du pouvoir exécutif en matière économique ;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, portant organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Gouvernement et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'art. 2 de Notre arrêté du 8 avril 1935 concernant la taxe d'importation est complété comme suit: Sont également considérées comme routes douanières la route de la Gaichel et celle de Troine à Tavigny.

Art. 2. Les Membres de Notre Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

Verurteilte nicht Eigentümer derselben ist, oder wenn die Verurteilung durch den Polizeirichter auf Grund der Annahme von mildernden Umständen erfolgt."

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht wird, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Berg, den 29. Juni 1935.

Charlotte.

*Der General-Direktor der Justiz
und des Innern,
Norb. Dumont.*

Großh. Beschluß vom 26. Juni 1935 betr. Ergänzung des Art. 2 des Großh. Beschlusses vom 8. April 1935 über die Einfuhrsteuer.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, ic., ic., ic. ;

Nach Wiedereinsicht Unseres Beschlusses vom 8. April 1935 betreffend die durch Gesetz vom 21. Juli 1922 vorgesehene Einfuhrsteuer ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 10. Mai 1935, betreffend die Festsetzung der Kompetenz der Exekutivgewalt in wirtschaftlichen Angelegenheiten ;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866 über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit ;

Auf den Bericht und nach Beratung der Regierung im Konseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Unser Beschluß vom 8. April 1935 betreffend die Einfuhrsteuer wird folgendermaßen ergänzt: Es gelten ebenfalls als Zollstraßen die Straße der Gaichel und die Straße von Troiten nach Tavigny.

Art. 2. Die Mitglieder Unserer Regierung sind, jeder soweit es ihn betrifft, mit der Ausführung dieses

l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 26 juin 1935.

Charlotte.

Les Membres du Gouvernement,

Jos. Bech.

Norb. Dumont.

P. Dupong.

Et. Schmit.

Arrêté grand-ducal du 29 juin 1935 destiné à procurer à la Caisse commune du notariat les fonds nécessaires.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 10 mai 1935 fixant la compétence du pouvoir exécutif en matière économique et l'arrêté du 7 juillet 1934 complété par l'arrêté du 30 juillet 1934 sur la création d'une Caisse commune du notariat;

Vu la délibération du Conseil d'administration de la Caisse d'épargne du Grand-Duché de Luxembourg du 4 juin 1935;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de notre Gouvernement et après délibération en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. La Caisse d'épargne du Grand-Duché est autorisée à accorder à la Caisse commune du notariat des avances jusqu'à concurrence du montant de 20 millions de francs.

Le total des avances d'une année constituera un emprunt dont le remboursement se fera en 15 termes semestriels qui commenceront à courir le 1^{er} juillet de l'année subséquente.

Art. 2. La Caisse commune emploiera ces avances exclusivement pour procurer des liquidités aux

Beschlusses beauftragt, der am Tage seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft tritt.

Luxemburg, den 26. Juni 1935.

Charlotte.

Die Mitglieder der Regierung,

Jos. Bech.

Norb. Dumont.

P. Dupong.

Et. Schmit.

Großh. Beschluß vom 29. Juni 1935, bestimmt um der gemeinsamen Kasse des Notariats die notwendigen Geldmittel zu verschaffen.

Wir **Charlotte**, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 10. Mai 1935, betreffend die Festsetzung der Kompetenz der Exekutivgewalt in Wirtschaftsangelegenheiten, und des Beschlusses vom 7. Juli 1934, ergänzt durch denjenigen vom 30. Juli 1934, betreffend die Schaffung einer gemeinsamen Kasse des Notariats;

Nach Einsicht der Beratung des Verwaltungsrates der Sparkasse des Großherzogtums Luxemburg vom 4. Juni 1935;

Nach Anhörung unseres Staatsrates;

Auf den Bericht unserer Regierung und nach Beratung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Sparkasse des Großherzogtums ist ermächtigt der gemeinsamen Kasse des Notariats Darlehen bis zum Betrage von 20 Millionen Franken zu gewähren.

Der Gesamtbetrag der Darlehen eines Jahres bildet eine Anleihe deren Rückzahlung in 15 halbjährlichen Raten zu geschehen hat, die vom 1. Juli des nachfolgenden Jahres an zu laufen beginnen.

Art. 2. Die gemeinsame Kasse verwendet diese Darlehen ausschließlich dazu, um denjenigen Notaren

notaires dont les disponibilités sont momentanément épuisées. Avant de consentir une avance, la Caisse commune devra examiner, avec le concours du Gouvernement, la situation financière du notaire qui aura demandé des crédits.

Art. 3. L'Etat garantit le paiement des annuités dues à la Caisse d'épargne en vertu d'avances faites conformément aux articles qui précèdent. Si à la date fixée, la Caisse commune n'exécute pas ses engagements vis-à-vis de la Caisse d'épargne, le paiement des sommes dues se fera par l'Etat huit jours après la notification qui en aura été faite au Directeur général des finances par lettre recommandée.

Le notaire qui aura obtenu des avances de la Caisse commune les lui remboursera dans les mêmes délais et sous les mêmes conditions que ceux accordés par la Caisse d'épargne à la Caisse commune.

Le débiteur sera obligé de donner à la Caisse commune les sûretés que celle-ci demandera.

Lorsque la garantie de l'Etat devient effective, la Caisse commune sera obligée de rembourser à l'Etat ses avances sans cependant que cette obligation puisse dépasser une prestation annuelle comprenant 1^o une cotisation individuelle de 2.000 fr., 2^o le montant de 12% du coût légal de l'année précédente. Cette prestation pourra être majorée si elle était nécessaire pour le remboursement des engagements actuellement existants.

Art. 4. La Caisse d'épargne aura le droit de contrôler, tant auprès de la Caisse commune, qu'auprès du notaire qui aura reçu des avances, l'emploi des fonds avancés en vertu des dispositions qui précèdent.

Indépendamment de la vérification prévue par l'art. 2, la Caisse commune est en droit de vérifier ou de faire vérifier, avec le concours du Gouvernement, la gestion du notaire qui aura eu recours à ses fonds.

La Caisse commune est obligée de déférer aux

deren verfügbare Gelder augenblicklich erschöpft sind, flüssiges Bargeld zu verschaffen. Bevor sie ein Darlehen gewährt, muß die gemeinsame Kasse zusammen mit der Regierung die finanzielle Lage des Notars untersuchen, der Kredite beantragt.

Art. 3. Der Staat hat Gewähr zu leisten für die Zahlung der Jahresraten, die der Sparkasse wegen der gemäß den vorhergehenden Artikel gewährten Darlehen geschuldet sind. Wenn am festgesetzten Termine die gemeinsame Kasse ihre Verpflichtungen gegenüber der Sparkasse nicht erfüllt, so geschieht die Zahlung der geschuldeten Summen durch den Staat acht Tage nach der diesbezüglichen Infenntnisgebung des General-Direktors der Finanzen durch eingeschriebenen Brief.

Der Notar, der Darlehen von der gemeinsamen Kasse erhalten hat, muß sie dieser in denselben Fristen und unter denselben Bedingungen zurückzahlen, als sie der gemeinsamen Kasse durch die Sparkasse gewährt worden sind.

Der Schuldner ist verpflichtet der gemeinsamen Kasse die Sicherheiten zu geben, die diese verlangt.

Wenn die Gewährleistungspflicht des Staates effektiv wird, muß die gemeinsame Kasse dem Staat seine Darlehen zurückerstatten, ohne daß jedoch diese Verpflichtung eine jährliche Leistung überschreiten kann die 1. einen individuellen Beitrag von 2.000 Fr., 2. den Betrag von 12% des gesetzlich festgelegten Gebührenbetrages des vorhergehenden Jahres begreift. Diese Abgabe kann erhöht werden, falls dies für die Rückerstattung der jetzt bestehenden Verpflichtungen nötig sein sollte.

Art. 4. Die Sparkasse ist berechtigt, sowohl bei der gemeinsamen Kasse, als auch bei dem Notar, der Darlehen erhalten hat, die Verwendung der gemäß den vorhergehenden Bestimmungen geliehenen Gelder zu kontrollieren.

Unabhängig von der durch Art. 2 vorgesehenen Untersuchung hat die gemeinsame Kasse das Recht unter Mithilfe der Regierung die Amtswaltung des Notars, der ihre Mittel in Anspruch genommen hat, zu prüfen oder prüfen zu lassen.

Die gemeinsame Kasse ist verpflichtet den Anfragen

demandes de renseignements du Département des finances concernant les débiteurs de la Caisse. Faute par elle de s'exécuter ou lorsque les renseignements seront insuffisants, le Directeur général des finances sera autorisé à arrêter l'octroi des fonds par une information à la Caisse d'épargne à laquelle celle-ci sera tenue d'obtempérer.

Art. 5. Les notaires sont obligés de dresser annuellement un inventaire et un bilan et de les copier année par année sur un registre spécial qui est exempt du timbre.

Art. 6. Par dérogation à la loi du 22 avril 1873 un arrêté ministériel pourra régler, d'une façon générale ou pour une ou plusieurs catégories de prêts, la limitation du taux d'intérêt conventionnel ainsi que de toutes les charges accessoires des prêts d'argent.

Art. 7. Les dispositions de détail concernant la tenue des registres de comptabilité ainsi que la confection de l'inventaire et du bilan sont réglées par le Directeur général de la justice.

Art. 8. Sera puni d'une amende de 51 à 10.000 fr. et d'un emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou de l'une de ces peines, le notaire qui aura

- a) fourni sciemment des renseignements faux pour obtenir des crédits ;
- b) éludé les mesures d'investigation prévues par l'art. 4 ;
- c) omis de se conformer aux art. 5 et 6 ;
- d) employé les fonds mis à sa disposition par la Caisse commune à des fins autres que celles en vue desquelles ils ont été fournis.

Les dispositions du Livre I du Code pénal seront appliquées sauf en ce qui concerne les dispositions sur les circonstances atténuantes.

Art. 9. Notre Directeur général de la justice et Notre Directeur général des finances sont chargés,

des Finanzdepartements um Auskunft über die Schuldner der Kasse zu willfahren. Falls sie dies nicht tut, oder falls die Auskünfte ungenügend sind, ist der General-Direktor der Finanzen ermächtigt, die Bewilligung der Gelder aufzuhalten durch Benachrichtigung der Sparkasse, die derselben stattgeben muß.

Art. 5. Die Notare sind verpflichtet jährlich ein Inventar und eine Bilanz aufzustellen und dieselbe Jahr für Jahr in ein eigenes, stempelfreies Register zu kopieren.

Art. 6. In Abänderung des Gesetzes vom 22. April 1873 kann ein Ministerialbeschuß die Begrenzung des vertragsmäßigen Zinsfußes sowie aller zusätzlichen Lasten der Gelddarlehen sei es im allgemeinen oder für eine oder mehrere Arten von Darlehen regeln.

Art. 7. Die Detailbestimmungen betreffend die Buchführungsregister, sowie die Anfertigung des Inventars und der Bilanz werden durch den General-Direktor der Justiz festgesetzt.

Art. 8. Mit einer Geldstrafe von 51 bis 10.000 Fr. und mit einer Gefängnisstrafe von 8 Tagen bis 5 Jahren oder mit einer dieser Strafen wird derjenige Notar bestraft der:

- a) wissentlich falsche Angaben gemacht hat um Kredite zu erhalten ;
- b) die durch Art. 4 vorgesehenen Untersuchungsmaßnahmen umgangen hat ;
- c) es unterlassen hat sich den Art. 5 und 6 zu fügen ;
- d) die Gelder, die ihm von der gemeinsamen Kasse zur Verfügung gestellt worden sind, zu andern Zwecken verbraucht hat als für die sie ihm ausgehändigt wurden.

Die Bestimmungen des Buches I des Strafgesetzbuches, mit Ausnahme derjenigen über die mildernden Umstände, sind anwendbar.

Art. 9. Unser General-Direktor der Justiz und unser General-Direktor der Finanzen sind, ein jeder

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. insofern es ihn betrifft, mit der Ausführung des gegenwärtigen Beschlusses betraut.

Château de Berg, le 29 juin 1935.

Schloß Berg, den 29. Juni 1935.

Charlotte.

Charlotte.

Les Membres du Gouvernement,

Jos. Bech.
Norb. Dumont.
P. Dupong.
Et. Schmit.

Die Mitglieder der Regierung,

Jos. Bech.
Norb. Dumont.
P. Dupong.
Et. Schmit.

Avis. — Administration communale. — Par arrêté grand-ducal en date du 2 juillet 1935, M. Hubert *Clement*, directeur, à Esch-s.-Alz., a été nommé aux fonctions de bourgmestre de la commune d'Esch-s.-Alz.

Par le même arrêté grand-ducal, MM. Eugène *Reichling*, directeur, à Esch-s.-Alz., et François *Cigrand*, ingénieur à Esch-s.-Alz., ont été nommés aux fonctions d'échevin de la commune d'Esch-s.-Alz. — 2 juillet 1935.

Avis. — Notariat. — Par arrêté grand-ducal en date du 29 juin 1935, M. Ferdinand *Hanff*, avocat et candidat-notaire à Luxembourg, a été nommé notaire à la résidence de Vianden. — 2 juillet 1935.

Avis. — Délégations d'employés. — Par arrêté ministériel du 30 juin 1935, ont été nommés membres de la délégation des employés de la société anonyme des Carburants à Luxembourg :

Membres effectifs : MM. Urbain *Tholl*, Edouard *Rouster* et Henri *Dauphin*.

Membres suppléants : MM. Joseph *Dauphin* et Marcel *Linden*. — 2 juillet 1935.

Avis. — Association syndicale. — Par arrêté du 29 juin 1935, l'association syndicale pour la construction d'un chemin d'exploitation aux lieux dits : « In der Elchert », « Soilbour », « Gemengeberg » etc. à Roodt, dans la commune de Ell, a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Ell. — 2 juillet 1935.

Caisse d'épargne. — Déclarations de perte de livrets. — Aux dates des 17 et 29 juin 1935, les livrets n^{os} 26335 et 278539 ont été déclarés perdus.

Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne et à faire valoir leurs droits.

Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux. — 29 juin 1935.

Avis. — Règlements communaux. — En séance du 9 avril 1935, le conseil communal de Perlé a modifié le règlement sur les foires et marchés. — Cette modification a été dûment publiée.

— En séance du 20 février 1935, le conseil communal de Boevange-s.-Attert a modifié le règlement sur la conduite d'eau de cette localité. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée.

— En séance du 9 avril 1935, le conseil communal de Perlé a modifié le règlement sur les jeux et amusements publics. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 25 juin 1935.

